

Comores



Date d'adhésion au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) : Décembre 2013

Plateforme nationale multi-acteurs pour la nutrition : Un mécanisme de coordination multisectorielle existe mais il n'est pas officiel.

Point focal SUN du gouvernement / Coordinateur de pays SUN : M. Soilihi Abdoul Madjidi, Directeur de la Santé familiale

SITUATION DE LA NUTRITION DANS LE PAYS

→ Indicateurs nutritionnels annuels dans le pays du Rapport sur la nutrition mondiale :

<https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/eastern-africa/comoros>

● Plateforme multi-acteurs (MSP) nationale

Date de création : Un mécanisme de coordination multisectorielle existe mais il n'est pas officiel.

- Un plan d'action annuel de la MSP existe

● Mécanisme de coordination infranational de la nutrition

- Des MSP infranationales existent
- Les MSP infranationales disposent de plans d'action annuels

● Plan national de nutrition

Plan d'action multisectoriel de la Politique nationale de nutrition 2019-2022

Le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition et l'alimentation 2019-2021 existe, nous prévoyons de l'évaluer et de le réactualiser en 2022.

● Cadre / plan de plaidoyer et de communication

<https://scalingupnutrition.org/news/resource-library/advocacy-and-comms-plan-comoros>

Présence de réseaux SUN dans le pays

- Réseau de la société civile du Mouvement SUN
- Réseau du secteur privé SUN
- ONU Nutrition
- Réseau des universitaires SUN
- Réseau des donateurs SUN
- Autres : p. ex. jeunes, parlementaires, médias

Financement pour la nutrition

- Une stratégie de mobilisation des ressources existe
- Exercice de suivi budgétaire conduit cette année
- Déficiences de financement identifiées cette année
- Dépenses intérieures sur la nutrition suivies

● Oui ● En cours ● Non ● Chiffré(s) ● Cadre de suivi et évaluation

PRIORITÉS DU PAYS EN 2022

- Mettre en place et en service le Comité multisectoriel sur la nutrition et l'alimentation d'ici début 2022.
- Organiser une journée nationale de la nutrition.
- Évaluer et actualiser le Plan d'action et de mise en œuvre (PMNA) de la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA).
- Réaliser une cartographie des intervenants de la nutrition.

BONNE PRATIQUE DU PAYS PARTAGÉE EN 2021

Thème : COVID-19 et nutrition

Titre : Suivi de la malnutrition aiguë sévère en période de crise

Description : En riposte à la COVID-19, une approche novatrice a été mise en place en 2020 afin d'assurer le suivi des enfants souffrant de malnutrition aiguë à domicile, via la téléphonie mobile et l'outil KOBOTOOLBOX. La mère ou la personne responsable de l'enfant a été formée à mesurer le périmètre brachial.

POINT SUR LES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES (OS) SUN 3.0

→ OS.1 Renforcer et préserver des cadres politiques et de plaidoyer solides

Le pays est sur la bonne voie ; certains documents techniques et certaines formations initiales ont été réalisés. L'élaboration des documents politiques et stratégiques, tels que la PNNA et la stratégie de communication communautaire pour la nutrition, est en cours. Le Plan d'action multisectoriel de nutrition et d'alimentation 2019-2021 est budgétisé et financé à 60 % : il est prévu de l'évaluer et de l'actualiser en 2022. En outre, le pays s'est investi dans l'amélioration de l'environnement de la nutrition par des documents de plaidoyer (Plan Comores Émergent) et des documents techniques (protocole de prise en charge de la malnutrition aiguë, guide alimentaire comorien).

→ OS.2 Élaborer et aligner des priorités d'action de pays communes

Quatre grands événements ont eu lieu en 2021 : l'élaboration du protocole national de prise en charge de la malnutrition ; le Sommet sur la Nutrition pour la croissance (N4G) ; le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ; et la traduction du Guide Alimentaire. Des engagements de haut niveau ont été pris pour 2022 lors du Sommet N4G et 2021 a vu le renforcement des activités contribuant à la nutrition, dans le secteur de l'agriculture, via le Fonds international de développement agricole. Certaines activités ne sont pas financées dans le Plan d'action multisectoriel. Cependant, cartographier les intervenants de la nutrition sera une priorité en 2022 pour pallier l'absence de coordination entre les acteurs clés.

→ OS.3 Forger et renforcer les capacités du pays

L'appui du mouvement SUN grâce au soutien technique pour le renforcement des capacités a permis de mieux préparer l'évaluation du plan d'action multisectoriel. L'accent a aussi été mis sur le renforcement des capacités des prestataires en matière de nutrition maternelle, la dotation des structures en fer et acide folique. Les femmes enceintes ont reçu du fer et de l'acide folique lors des consultations prénatales. L'achat des équipements et matériels anthropométriques a été effectué et ils sont prêts à être distribués localement. On peut également citer l'organisation d'un événement médiatique sur l'allaitement maternel (Semaine de l'allaitement maternelle) avec l'appui des Nations Unies et de l'Agence de développement de l'Union africaine/Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

→ OS.4 Assurer une gouvernance du Mouvement SUN qui promeut le leadership du pays et les responsabilités des gouvernements, permet un alignement des ressources de toutes les parties prenantes du Mouvement SUN en soutien aux priorités du pays et renforce la redevabilité mutuelle à 360 degrés

Un mécanisme de coordination existe et permet de réunir au besoin les acteurs clés de la nutrition, cependant il n'est pas officiel et fonctionne à la demande de l'équipe Nutrition. Des efforts doivent viser à rehausser le cadre institutionnel de la nutrition. Le Gouvernement assure le paiement des ressources humaines et l'instauration du service Nutrition de la Direction de la Santé familiale. Les réunions annuelles avec les parties prenantes permettent de revoir les progrès réalisés. Étant donné que la plateforme multisectorielle n'est pas officielle, le suivi des dépenses se fait à travers les rapports financiers et d'activités partagés avec le Gouvernement et les partenaires.